

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle - CS90524
43009 Le Puy en Velay Cedex

Le Puy en Velay, le 12/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DUMOND ETS

ZA de Rullière
43620 Saint-Romain-Lachalm

Références : UID4243-DSSP-024-0010
Code AIOT : 0005600258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2024 dans l'établissement DUMOND ETS implanté ZA de Rullière 43620 Saint-Romain-Lachalm. L'inspection a été annoncée le 29/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées 2024. La dernière visite du site date du 15 janvier 2020. Un point sur les différents écarts relevés lors de celle-ci a ainsi été réalisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUMOND ETS
- ZA de Rullière 43620 Saint-Romain-Lachalm
- Code AIOT : 0005600258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Ets Dumond opèrent dans le recyclage de matières plastiques. Des opérations de broyage puis

un traitement par extrudeuse sont ainsi réalisés pour régénérer les polymères, essentiellement du polyéthylène, sous forme de granules. Les granules sont ensuite réutilisées par des entreprises locales pour fabriquer des films plastiques.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites de l'inspection du 15/01/2020	Autre du 15/01/2020	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Émission de poussières	Arrêté Préfectoral du 08/10/1998, article 4.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Information sur un accident du travail	Code de l'environnement du 11/01/2024, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Nettoyage du séparateur Hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 08/10/1998, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan d'intervention pour les services de secours	Arrêté Préfectoral du 08/10/1998, article 8.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra répondre aux observations formulées dans les différentes fiches d'écart en respectant les délais indiqués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 15/01/2020

Référence réglementaire : Autre du 15/01/2020
Thème(s) : Situation administrative, Suites d'inspection
Prescription contrôlée : Les points suivants avaient fait l'objet d'observations lors de la dernière inspection du site : 1/ évaluation des stocks de déchets par rapport à la rubrique 2714 2/ rétention des eaux d'extinction 3/ registre de déchets (entrée/sortie) 4/ contrôle électrique 5/ clôture du site
Constats : 1/ Les stocks de déchets plastiques dépassent actuellement le volume prévu dans l'arrêté préfectoral de l'installation (500 m3). L'exploitant a indiqué que la conjoncture actuelle sur les cours du pétrole induit un manque de compétitivité des matières plastiques recyclés. Un porter à connaissance pour augmenter ce volume de stockage sera fait par l'exploitant après évaluation

du volume désiré.

2/Une étude a été réalisée par la société MJ le 18 mai 2023, les besoins en eau du site ont été évalués à 540m³/h pendant 4h soit un besoin de rétention de 2251 m³. Le site dans sa configuration actuelle ne dispose pas d'une telle capacité de rétention. L'exploitant a indiqué réfléchir en lien avec la mairie sur:

- l'utilisation d'une ancienne fosse comme réserve de rétention ;
- la création d'un bassin d'orage pouvant servir de rétention dans le cadre de l'aménagement d'une ZA sur Saint Romain Lachalm
- la pose d'une vanne après la réserve incendie jouxtant le site, le bassin pourrait ainsi fonctionner en circuit fermé puisque ce dernier collecterait les eaux d'extinction.

A noter que l'étude des dangers initiale du site rédigée en 1998 prévoyait : *« La lutte contre l'incendie nécessite d'utiliser de l'eau. Les techniques actuellement employées ne prévoient pas d'additifs à l'eau d'extinction. Dans notre cas, elle serait acheminée au fossé, en passant par un décanteur-flottateur. Il n'y a donc pas à craindre de pollution accidentelle en cas de sinistre, compte tenu des produits stockés. Les matières plastiques prises dans un incendie brûlent en passant par un état pâteux qui peut couler. Dès le refroidissement de la pâte, notamment au contact de l'eau, l'état solide réapparaît. Il n'y a pas de cendres. Les matières plastiques ne peuvent pas relarguer des composants solubles. »*

3/L'exploitant a ouvert des registres de déchets en entrée/sortie de site. Ces derniers devront être peaufinés pour respecter le formalisme prévu par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 (<https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-310521-fixant-contenu-registres-dechets-terres-excavees-sediments-mentionnes>).

4/ Le certificat de contrôle Q18 n'a pas pu être présenté le jour de la visite. Le document présenté rédigé par le bureau de contrôle APAVE fait état de préconisation d'amélioration sans statuer sur le risque incendie ou d'explosion des installations. Par courriel daté du 15/01/2024, l'exploitant a transmis un certificat Q18 daté du 27/11/2023 de l'apave qui mentionne un potentiel risque d'incendie et d'explosion sur le site. Pour mémoire, le site avait subi un départ de feu sur une batterie-condensateur d'un transformateur le 23 mai 2017.

5/ Le site est clôturé.

Actions à réaliser :

1/ Faire part à l'administration du volume de stockage désiré dans un porter à connaissance (les résultats de l'étude de la société MJ du 18 mai 2023 seront à réactualiser au besoin)

2/Finaliser les actions entreprises concernant les capacités de rétention du site. Ceci dans une optique d'éviter des rejets pâteux de matières plastiques à l'extérieur du site (délai complémentaire de 3 mois).

La capacité de la réserve incendie devra également être précisée.

Des contacts avec les pompiers pourront éventuellement être réalisés sur la base du dossier préalablement rédigé par la société MJ (Nom de contact : capitaine Aymeric VOLUT SDIS43, aymeric.volut@sdis43.fr Tél 04 71 07 03 45).

3/Rendre conforme les registres d'entrée /sortie des déchets avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 (délai 3 mois).

4/ Établir un plan d'action pour corriger les anomalies détectées par l'Apave (3 mois). L'organisme devra émettre un Q18 statuant sur la conformité des installations par rapport aux normes en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Émission de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/1998, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : Les effluents gazeux canalisés ne devront pas contenir plus de 100 mg/Nm3 de poussières à leur rejet dans l'atmosphère.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de mesure d'émission de poussières dans l'environnement comme mentionné dans son arrêté d'autorisation. Action à réaliser : Prendre l'aval d'un bureau de contrôle afin de réaliser des mesures de concentration de poussières (délai 3 mois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Information sur un accident du travail

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/01/2024, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, accident du travail
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats : L'exploitant a fait part d'un accident du travail lié à la mise en défaut de sécurité sur un appareil. Le retour d'expérience de cet événement pouvant être riche d'enseignement, il est demandé de compléter une fiche accident/incident sous 3 mois : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2021/04/fiche_notification_accident_avril2021_MTE.pdf
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Nettoyage du séparateur Hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/1998, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Entretien du séparateur hydrocarbures
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas entretenir cet équipement. Il est ainsi demandé de procéder à son nettoyage et de transmettre les bordereaux d'évacuation des boues de curage par une société spécialisée à l'inspection des installations classées sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan d'intervention pour les services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/1998, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention
Prescription contrôlée : Existence d'un plan localisant les organes de coupure de l'électricité ou des différents réseaux d'utilités du site, les vannes de sectionnement ou de confinement des eaux.
Constats : Ce document n'existe pas, il est pourtant très utile pour caler l'intervention des services de secours. Action attendue : Rédiger un plan du site localisant les différents organes de sectionnement des réseaux d'utilités. L'installation d'une vanne de sectionnement pour éviter les rejets de plastique fondu dans l'environnement pourra être intégrée au plan.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois